

# **PUBLIC, PRIVE, MEMES ATTAQUES, MEME RIPOSTE ! le 10 octobre, toutes et tous ensemble !**

## **120 000 suppressions de postes ... Je suis concerné-e !**

- Baisse programmée des dotations globales de fonctionnement (13 Milliards après les 11 de Hollande), une aubaine pour nos employeurs pour poursuivre le démantèlement des services publics.
- Dégradation des conditions de travail pour les agent.e.s
- Suppression de services ou hausse des tarifs pour les usager.e.s

**PAS UNE COLLECTIVITÉ, PAS UN SERVICE, PAS UNE ÉQUIPE NE SERONT ÉPARGNÉS !**

## **La baisse des salaires ... Je suis concerné-e !**

- Gel à durée indéterminée du point d'indice
- Augmentation de la CSG au 1er janvier 2018 sans compensation annoncée
- Rétablissement du jour de carence au 1er janvier 2018 : sanction des agent.e.s malades
- Chaque employeur pourra baisser notre salaire sur simple délibération.  
La valeur du point variera d'une fonction publique à l'autre, d'une collectivité à l'autre.
- Suppression prévue du Supplément Familial de Traitement et de l'Indemnité de Résidence

## **La Loi Travail XXL ... Je suis concerné-e !**

Les 6 premières ordonnances du gouvernement, cela concerne tous les travailleurs-ses, car c'est :

- la casse des protections et garanties des salarié.e.s (Code du Travail)
- la fin à terme du contrat de travail (CDI) avec la facilitation des licenciements
- La possibilité pour l'employeur de décider seul de notre temps de travail, de nos salaires, des règles de sécurité (CHSCT)
- Ces régressions sociales seront transposées dans la fonction publique : la remise en cause annoncée de notre Statut (notre code du travail)

## **Le monde que nous fabrique Macron ... Je suis concerné-e !**

- Baisse des APL - Bail locatif à Durée Déterminée
- Attaque contre les retraites (suppression de la référence au 6 derniers mois pour le calcul des pensions et nouveau recul de l'âge légal de départ)
- Attaques contre l'indemnisation des chômeurs.ses (réforme de l'Unédic)
- Fin des contrats aidés sans perspective d'avenir : un véritable plan de licenciement de 260.000 travailleurs-ses d'ici fin 2018.
- Baisse des cotisations sociales, donc des ressources pour toutes les branches de la Sécurité Sociale



DELVA

**PARCE QUE NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS CONCERNÉ-E-S PAR CE CHOIX DE SOCIÉTÉ, ET PARCE QUE RIEN N'EST JOUÉ !  
STOPPONS CES RÉGRESSIONS ! PASSONS À L'ACTION ! ENGAGEONS-NOUS DANS TOUTES LES ACTIONS UNITAIRES !**